

GROUPE CONSULTATIF Plan National de Développement La Côte d'Ivoire au Travail
GROUPE CONSULTATIF POUR LE FINANCEMENT DU PLAN NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT 2012-2015
 04 - 05 décembre 2012
 Représentation de la Banque Mondiale
 66 avenue d'Iéna, 75016 - PARIS

30/11/2012-12:57 United Bank for Africa est la banque africaine de l'année, selon The Banker.

Recommander 9 Tweeter 7 0 Share 0



▲ Il y aurait 200 000 « bolabolos » (rondins) entreposés sur la Grande Île. DR

Alors que Madagascar a interdit la vente du bois de rose, une essence rare, les ONG s'alarment du trafic illégal et du devenir des rondins déjà coupés. Leur valeur pourrait atteindre les 600 millions d'euros.

Depuis mars 2010, la coupe, l'exploitation et l'exportation de bois de rose malgache sont totalement prohibées. Après des années de lutte, les organisations environnementales avaient obtenu un décret du ministère de l'Environnement, ne laissant pas - en principe - de place aux dérogations exceptionnelles. L'espoir progressait de faire

cesser peu à peu tout trafic de cette essence rare et protégée dont on fait des meubles précieux, des instruments de musique et des intérieurs de bateaux de prestige.

Après l'interdiction, les autorités de transition veulent à présent statuer sur le sort du stock de bois déjà coupé. D'après le ministère de l'Environnement, qui a organisé un recensement déclaratif auprès des exploitants, il y aurait sur la Grande Île 200 000 « bolabolos » (surnom local des rondins de bois de rose) entreposés. « Ce stock a pris une valeur considérable puisqu'en trois ans, avec la rareté, le prix du kilo de bois de rose est passé de 5 à 25 dollars [de 4 à 20 euros, NDLR] », note Andry Ralamboson Andriamanga, coordinateur de l'Alliance Voahary Gasy, la principale fédération malgache d'associations environnementales. Un rondin pesant en moyenne 150 kg, cela porte la valeur actuelle du stock déclaré à environ 600 millions d'euros. Une somme considérable dans un pays confronté à une crise politique depuis trois ans, avec 76,5 % de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté.

Patrimoine

« Nous sommes d'accord avec le gouvernement : on ne peut pas laisser le stock de bois de rose, véritable patrimoine national, perdre de sa valeur. Mais il faut agir le plus vite possible, car le stock annoncé est surévalué. D'après nos informations, nombreux sont les commerçants qui ont déclaré à l'État plus de rondins qu'ils n'en avaient réellement, avec l'espoir, le temps que soit organisée la vente, de continuer la coupe pour atteindre le nombre de rondins annoncé », affirme Andry Ralamboson Andriamanga.

Avec la période de transition qui s'éternise, l'administration centrale est en position de faiblesse par rapport aux autorités et « barons » locaux, qui en profitent pour reprendre la coupe et participer au trafic. Les observateurs de l'Alliance Voahary Gasy ont constaté une reprise de l'exploitation et de l'exportation illégales, notamment dans les réserves de Masoala (Nord-Est) et de Zahamena (Est), ainsi que dans les ports de Toamasina, de Sambava, d'Antalaha, sur la côte orientale, et de Nosy Be (Nord-Ouest).

Désastre

Alors que le trafic reprend, la rédaction de la loi précisant les modalités de la vente du stock a pris du retard. « Le ministre de l'Environnement, Joseph Randriamiarisoa, a été révoqué pour avoir octroyé des autorisations d'exportation de bois de rose, mais il n'a toujours pas été remplacé. Du coup, le ministère fonctionne au ralenti », regrette Andry Ralamboson Andriamanga, qui a été associé au processus mais s'inquiète : « Plus l'adoption de la loi prend du retard, plus le désastre grandit ! »

Selon l'ONG Global Witness, qui a réalisé plusieurs missions pour le compte du gouvernement malgache en 2009 et 2010, la pression des organisations environnementales a poussé la plupart des compagnies maritimes et acheteurs occidentaux à renoncer à leur participation au trafic. Mais ce n'est pas le cas d'une



x15
 C'est le rapport entre le prix du bois lors de son départ - illégal - d'un port malgache et celui de la vente en Chine d'un meuble issu de ce bois
 Cliquez sur l'image

LES PLUS LUS

LES PLUS PARTAGÉS

- Beac et BCEAO : retour vers la convertibilité du franc CFA
- Africa CEO Forum : l'entreprise au coeur des enjeux
- Le patron d'Ethiopian Airlines met en garde les compagnies africaines
- Côte d'Ivoire : Jean-Louis Billon devient ministre
- L'Africa CEO Forum nourrit d'autres projets
- Obama a (enfin) une stratégie pour l'Afrique
- Le patron de la Bourse du Nigeria livre ses recettes

Jeune Afrique Economie sur Facebook
 Facebook J'aime 4 733
 4,733 personnes aiment Jeune Afrique Economie.
 Rach Dieudonne Celestin Sidn Hassanatou I Amor
 Dimi Abdoul Karim Adoum Orliss Wissal Docteur
 Module social Facebook

VOS RÉACTIONS

Mohand Sidi Saïd, un Kabyle à New York
 La lecture du livre m'a ramené plus de 40 ans en arrière ayant travaillé da...

NEWSLETTER

E-mail

S'ABONNER

quinzaine de sociétés chinoises qui dominent aujourd'hui le marché et organisent l'approvisionnement de leurs clients de l'empire du Milieu via les ports des provinces du Jiangsu et du Guangdong. D'après l'Alliance Voahary Gasy, les acheteurs chinois, qui sont revenus en force depuis le début de 2012, « préfinancent leurs commandes de bois de rose à hauteur de 50 %, ce qui signifie qu'ils évaluent faiblement les risques de voir leur bois saisi ou bloqué sur place ». Le trafic de bois de rose malgache est loin d'avoir été stoppé.

Mots clés: Andry Ralamboson Andriamanga, Global Witness, Madagascar,

Recommander < 9

Tweet < 7

Share

0

RÉAGIR À CET ARTICLE

Article précédent

Le corridor transgambien en bonne voie

Article Suivant

GDF Suez revoit ses priorités d'investissement

AUTRES ARTICLES

INTERNET

Algérie : le e-commerce attire



Le e-commerce reste un terrain à défricher en Algérie, compte tenu du faible taux de possession de cartes de crédits et des pratiques commerciales locales basées sur la proximité. Mais...

[Lire la suite](#)

BANQUE MONDIALE

La SFI veut tripler ses engagements dans les pays post-conflit



La Société financière internationale (SFI), société d'investissement de la Banque mondiale, prévoit de tripler ses prêts dans les pays post-conflit africains d'ici à 2017.

[Lire la suite](#)

IMPACT INVESTMENT

Centrafrique : Café Gbako finance son ambition régionale



Le gestionnaire de fonds néerlandais XSMML a réalisé un investissement dans une installation de torréfaction de café en Centrafrique à travers son fonds Central Africa SME (CASF).

[Lire la suite](#)

FINANCE

UBA nommée "banque africaine de l'année"



La revue britannique The Banker (Financial Times) a décerné à United Bank for Africa (UBA) le prix de "Banque africaine de l'année". Les filiales du groupe nigérian au Cameroun et...

[Lire la suite](#)

MINES

Cameroun : l'exploitation de Mbalam va pouvoir commencer



La signature de la convention d'exploitation avec l'État camerounais va permettre à la société australienne Sundance de démarrer l'extraction du fer de Mbalam.

[Lire la suite](#)